

RF

Condominium des Nouvelles-Hebrides
Journal Officiel
Enregistre le
31 Mai 1979
Registered
Official Gazette
New Hebrides Condominium

ER

GOUVERNEMENT DES NOUVELLES-HEBRIDES

NEW HEBRIDES GOVERNMENT

JOURNAL OFFICIEL OFFICIAL GAZETTE

Gouvernement d'Unité Nationale des Nouvelles-Hébrides

Original : Anglais

ARRETE N° 7 de 1979

Relatif à la déclaration des zones forestières
de Santo et des Iles Torrès.

LE CONSEIL DES MINISTRES

- VU le Règlement Conjoint N° 30 de 1964;
- VU le Règlement du Conseil des Ministres N° 1 de 1978.

ARRETE :

A. L'île d'Espiritu Santo est déclarée zone forestière.

1. L'île d'Espiritu Santo est déclarée zone forestière.

Port-Vila, le 15 Mai 1979

Le Premier Ministre Le Ministre des Ressources
G. LEYMANG Naturelles

T. REUBEN

Gouvernement d'Unité Nationale des Nouvelles-Hébrides

Original : Français

ARRETE N° 8 de 1979

portant création d'une Commission d'Arbitrage des Patentes
et fixant les règles de son fonctionnement.

New Hebrides Condominium

Joint Standing Order No. 1 of 1979

*Revoking the decision to close certain premises licensed to sell
alcoholic beverages*

*THE FRENCH AND BRITISH RESIDENT COMMIS-
SIONERS IN THE NEW HEBRIDES.*

*Repeal Joint Standing Order No. 3 of 1977 ordering the closure
of the Night Club known as the "HOUSTALET", in Port-Vila.*

*However, the sale of alcoholic beverages on these premises in
subject to the obtention of a new licence in accordance with the
provisions of Joint Regulation No. 18 of 1968, controlling the
importation, sale and supply of alcoholic liquor.*

MADE at Port-Vila on the tenth day of April 1979.

*The Inspector-General
on special duties conferred
with the powers of the Resident
Commissioner for the French
Republic in the New Hebrides*

*Her Britannic Majesty's
Resident Commissioner*

J.J. ROBERT

A.C. STUART

New Hebrides Government of National Unity

Original : English

Order No. 7 of 1979

*To declare the island of Espiritu Santo and the Torres Islands
to be Forest Areas in accordance with the provisions of Joint
Regulation No. 30 of 1964 and the Council of Ministers Regula-
tion No. 1 of 1978.*

CONSEIL DES MINISTRES

VU le Règlement Conjoint n° 1 de 1978
VU la Délibération n° 14 de 1978 relative aux patentes commerciales.

ARRETE

ARTICLE 1. Est instituée, conformément aux dispositions de l'article 5 de la délibération n° 14 de 1978, une Commission d'Arbitrage des Patentes.

ARTICLE 2. Cette Commission siège à PORT-VILA et sa compétence s'étend à l'ensemble de l'Archipel.

I. COMPOSITION DE LA COMMISSION.

ARTICLE 3. Elle est composée de cinq membres dont :

- un Magistrat, Président,
- deux représentants du Gouvernement,
- deux représentants des Commerçants.

ARTICLE 4. Les Co-Présidents du Tribunal Mixte désignent chaque année par ordonnance, parmi les Présidents des Tribunaux de District, un Président titulaire de la Commission et un Président suppléant.

ARTICLE 5. Le Gouvernement est représenté par le Ministre des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme ou un membre de leur Cabinet désigné par eux à cet effet.

ARTICLE 6. Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme désigne, chaque année, deux membres titulaires et deux membres suppléants représentant la Chambre de Commerce sur une liste de 10 noms présentée par celle-ci.

ARTICLE 7. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un agent du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

II. REGLES DE FONCTIONNEMENT.

ARTICLE 8. La Commission ne pourra siéger qu'en présence de la totalité des membres qui la composent. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

La Commission suivra la procédure qui lui paraîtra le mieux convenir sous réserve des dispositions des Articles 10 à 12 du présent Arrêté.

III. PROCEDURE D'APPEL.

ARTICLE 9. Tout recours en appel dans les conditions prévues aux Articles 5 et 9 de la Délibération n° 14 de 1978 devra être présenté à la Commission sous forme de requête.

Cette requête établie en cinq exemplaires sera adressée au Secrétaire de la Commission. Les motifs de l'appel devront y être clairement et brièvement exposés.

Un accusé de réception de la requête d'appel sera adressé sous 48 h. à l'appelant. Une copie de la requête sera transmise au Président de la Commission.

ARTICLE 10. S'il l'estime nécessaire pour l'instruction du dossier le Secrétaire de la Commission demandera au Ministre des Finances d'exposer par écrit dans un délai de 8 jours les motifs de la position qu'il a adoptée pour l'affaire en cause.

The Council of Ministers

HEREBY ORDERS :

1. That the island of Espiritu Santo is declared to be Forest Area.
2. That the Torres Islands are declared to be a Forest Area.

MADE at Port-Vila the 15th day of May 1979.

Chief Minister

Minister of Natural Resources

G. LEYMANG

T. REUBEN

New Hebrides Government of National Unity

Original : French

Order No. 8 of 1979

THE COUNCIL OF MINISTERS

To constitute the Business Licences Arbitration Commission and to provide for its rules of procedure.

IN EXERCISE of the powers conferred by Resolution No. 14 of 1978 relating to business licences and Section 18 of the Council of Ministers Regulation 1978,

HEREBY ORDERS

1. A Business Licences Arbitration Commission is hereby established in accordance with the provisions of section 5 of Resolution No. 14 of 1978.
2. The Commission shall meet at Vila and shall be competent to deal with matters arising in any part of the Group.

I. COMPOSITION OF COMMISSION

3. The Commission shall be composed of five members as follows :

- a magistrate, (Chairman)
- two representatives of the Government
- two traders' representatives.

4. The Co-Présidents of the Joint Court shall each year by order appoint a Chairman and a substitute chairman from among the District Court Judges.
5. The Government shall be represented by the Minister of Finance and the Minister of Trade, Industry and Tourism, or by a member of each of their staffs appointed for that purpose.
6. The Minister of Trade, Industry and Tourism shall each year appoint two members and two substitute members representing the Chamber of Commerce, chosen from a list of ten names submitted by the Chamber.
7. An officer of the Ministry of Trade, Industry and Tourism shall act as Secretary to the Commission.

ARTICLE 11. La Commission se réunit sur convocation de son Président adressée, quinze jours au moins avant la date prévue, aux membres de celle-ci ainsi qu'à l'appelant.

ARTICLE 12. L'appelant peut se présenter ou se faire représenter à la Commission. Il peut également s'en rapporter à ses conclusions écrites.

A défaut de s'être présenté, fait représenter ou d'avoir signifié s'en rapporter à ses conclusions écrites, la Commission statuera néanmoins valablement.

La Commission peut toutefois décider d'entendre l'appelant avant de se prononcer.

Elle peut autoriser l'appelant à faire entendre des témoins et elle peut décider de faire comparaître toutes personnes susceptibles d'éclairer l'affaire.

Elle peut solliciter tout complément d'information avant de prendre sa décision.

ARTICLE 13. Les frais d'appel seront à la charge des parties elles-mêmes. Toutefois, les frais exposés pour les personnes que la Commission aura de son propre chef assignées à comparaître, seront payés par le Gouvernement.

Si la Commission estime que l'appel n'était pas raisonnablement fondé, elle pourra ordonner le paiement par l'appelant de tous les frais exposés par elle pour la préparation et la présentation de son cas.

ARTICLE 14. Le présent Arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel.

PORT VILA, le 21 Mai 1979

Le Ministre des Finances

G.M. PREVOT

Le Premier Ministre

G. LEYMANG

Le Ministre du
Commerce, de l'Industrie
et du Tourisme

A. MALERE

**Gouvernement d'Unité Nationale
des Nouvelles-Hébrides**

Original : Anglais

Premier Ministre

ARRÊTE N° 9 de 1979

relatif au Comité de gestion du Fonds d'Intervention en faveur des Collectivités Locales

LE CONSEIL DES MINISTRES

VU L'article 18 du Règlement Conjoint n° 1 de 1978 portant création d'un Conseil des Ministres des Nouvelles-Hébrides ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. - Le Comité de gestion du Fonds d'Intervention en faveur des Collectivités Locales (ci-après dénommé "Le Comité") est composé ainsi qu'il suit :

II. - RULES OF PROCEDURE

8. *The Commission may only sit if all its members are present. Decisions shall be reached by means of a majority vote.*

The Commission may follow whatever procedure it considers most suitable, subject to the provisions of sections 10 to 12 of this Order.

III. - PROCEDURE FOR MAKING AND HEARING OF APPEALS.

9. *Any appeal as provided in Sections 5 and 9 of Resolution No. 14 of 1978 shall be submitted to the Commission in the form of a petition.*

Five copies of the petition shall be addressed to the Secretary of the Commission, in which the grounds of the appeal shall be clearly and succinctly set out.

An acknowledgement of receipt of the appeal petition shall be sent to the appellant within 48 hours. A copy of the petition shall be transmitted to the Chairman of the Commission.

10. *If the Secretary of the Commission considers it necessary for the purposes of examining the case, he may ask the Minister of Finance to give within 8 days a written account of the reasons for the view adopted by him on the matter in question.*

11. *The Commission shall meet when convened by the Chairman. Notice of meetings shall be addressed to the members of the Commission and to be appellant at least fifteen days before the date fixed for the meeting.*

12. *The appellant may either attend the meeting of the Commission in person or be represented. He may also rely solely on his written submission.*

Failure on the part of the appellant to attend in person, to send a representative, or to indicate that he is relying solely on his written submission shall not prevent the Commission from reaching a valid decision. The Commission may, however, decide to hear the appellant before reaching a decision.

The Commission may permit the appellant to call witnesses and may decide to call upon any persons who may be in a position to provide useful information on the case.

The Commission may request any additional information before reaching a final decision.

13. *This costs of the appeal shall be borne by the parties themselves. However, costs incurred by persons whom the Commission has called upon to appear on its own initiative shall be paid by the Government.*

If the Commission is of the opinion that an appeal was not based on reasonable grounds, it may order the appellant to pay all costs incurred by the Commission in the preparation and presentation of the case.

14. *This Order shall come into effect on the date of its publication in the Official Gazette.*

Port-Vila, 21 May 1979

Minister of Finances

G.M. PREVOT

Minister of Trade,
Industry & Tourism

A. MALERE

Chief Minister

G. LEYMANG

- du Ministre responsable de la tutelle des Conseils Communaux et Municipaux ou de son représentant désigné, Président;

- du Président de l'Assemblée Représentative, ou, en son absence, du Vice-Président;

- de quatre représentants des conseil communaux, élus conformément aux dispositions de l'Article 2 ci-dessous;

- d'un représentant des Conseils Municipaux ;

- d'un représentant du Ministre des Finances.

ARTICLE 2. - (1) - Les Présidents des Conseils Communaux de chaque Circonscription administrative forment un collège électoral qui élit, en son sein, le représentant des Conseils Communaux de la Circonscription du Comité.

(2) - Dans chaque Circonscription, les Délégués organisent un vote au scrutin secret et par correspondance.

(3) - Toute personne élue aux termes du présent Article cesse d'être membre du Comité si elle cesse d'appartenir à un Conseil Communal.

ARTICLE 3. - Le Maire de PORT-VILA et le Maire de LUGANVILLE représentent, alternativement chaque année, les Conseils Municipaux, mais, pour l'année 1979, le Ministre désigne, par tirage au sort, le Maire représentant les Conseils Municipaux.

ARTICLE 4. - Les Délégués de Circonscription assistent de droit aux débats du Comité et peuvent y être entendus, mais ils ne participent pas au vote.

ARTICLE 5. - (1) Le Président du Comité fixe la date et l'ordre du jour de chaque réunion du Comité.

(2) Le Président fait tenir et préparer les procès-verbaux des réunions du Comité.

ARTICLE 6. - Le Comité détermine lui-même ses règles de procédure.

ARTICLE 7. - Ce Comité prend en charge, sur les fonds publics, les frais de voyage aller-retour de ses membres, engagés pour assister aux réunions du Comité.

ARTICLE 8. - Sous réserve des dispositions de l'Article 9 ci-dessous, le Comité adresse au Ministre des recommandations sur la répartition des crédits du Fonds d'Intervention en faveur des Collectivités Locales.

ARTICLE 9. - (1) Les sept dixièmes du Fonds sont attribués à chaque Conseil Communal et Conseil Municipal dans une proportion telle que le nombre des électeurs dans chaque zone électorale soit proportionnel au nombre d'électeurs de toutes les zones électorales des Conseils Communaux et Municipaux; cependant, il est fait application d'un coefficient tenant compte des changements exceptionnels se produisant dans les Conseils Municipaux de PORT-VILA et de LUGANVILLE.

(2) Les deux dixièmes sont répartis entre les Conseils Municipaux et Communaux dans une proportion telle que les recettes fiscales perçues par électeur dans chaque zone électorale soient proportionnelles au total des recettes fiscales perçues par électeur dans toutes les zones des Conseils Municipaux et Communaux.

(3) Un dixième du Fonds est laissé à la discrétion du Comité.

New Hebrides Government of National Unity

Original : English

Chief Minister

Order No. 9 of 1979

pending for the establishment of the Management Committee of the Local Government Grants Fund.

THE COUNCIL OF MINISTERS

IN EXERCISE of the powers conferred by the Joint Council of Ministers Regulation 1 of 1978 and Joint Regulation 1 of 1975.

HEREBY ORDERS

Member of Local Government Grants Fund Committee. 1. *The membership of the Local Government Grants Fund Committee (hereinafter referred to as "the Committee") shall be -*

the Minister responsible for local government or his nominee, who shall be chairman; the Chairman of the Representative Assembly or, in his absence the Vice-Chairman;

four representatives of Community Councils, elected in accordance with rule 2;

one representative of Municipal Councils;

one representative of the Minister of Finance.

Election of representatives of Community Councils.

2. (1) *The Chairman of every Community Council in each administrative district shall form an electoral college which shall elect for each such district one of its own members to be a member of the Committee.*

(2) *Voting shall be by secret postal ballot organised by the District Agents in each district.*

(3) *Any person elected under this rule shall cease to be a member of the Committee if he ceases to be a member of a Community Council.*

Representatives of Municipal Council

3. *In each alternate year the Mayor of Port Vila and the Mayor of Luganville shall represent the Municipal Council, so, however, that in the year 1979 the Mayor to represent the Municipal Council shall be chosen by lot by the Minister of Public Administration.*

Attendance of District Agents at meetings of Committee.

4. *The District Agents shall have the right to attend and be heard at all proceedings of the Committee but shall not be able to vote.*

Chairman.

5. (1) *The Chairman shall fix the date and draw up the agenda for every meeting of the Committee.*

(2) *The Chairman shall cause to be kept and prepared the minutes and proceedings of the meetings of the Committee.*

ARTICLE 10. - Le Présent Arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal Officiel du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides.

PORT-VILA, le 21 Mai 1979

Ministre de l'Administration
Publique

G. KALCOA

Premier Ministre

G. LEYMANG

Gouvernement d'Unité Nationale des Nouvelles Hébrides

Premier Ministre

Instruction N° 2 de 1979

JOURNAL OFFICIEL DES NOUVELLES HEBRIDES

1. Le Journal Officiel des Nouvelles-Hébrides sera publié au nom du Gouvernement par le Bureau de la Législation.
2. (1) Le Bureau de la Législation sera responsable de la publication, au moyen du Journal Officiel ou des annexes qui y seront ajoutées, de toutes les lois et autres documents qui exigent d'être portés à l'attention du public.
(2) Le Journal Officiel sera désormais publié sous forme de feuilles renéotypées, et quand besoin sera.
3. Les documents qui doivent être publiés soit dans le Journal Officiel, soit sous forme d'annexes au Journal Officiel sont :
(1) Les délibérations de l'Assemblée Représentative rendues exécutoires par Règlement Conjoint.
(2) Les actes et les autres documents des Hauts-Commissaires et des Commissaires-Résidents.
(3) Les actes du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides et des Collectivités Locales, ainsi que tout document que le Gouvernement des Nouvelles Hébrides peut souhaiter porter à l'attention du public.
4. Les documents qui doivent être publiés seront adressés au Bureau de la Législation en 4 exemplaires, deux en Anglais, deux en Français.
5. Le Premier Ministre et le Ministre des Finances approuveront la liste des services ou des personnes qui peuvent recevoir gratuitement le Journal Officiel.
6. Le tarif des abonnements et le prix de vente du numéro ou des annexes seront déterminés annuellement par le Ministre des Finances.
7. Le Bureau de la Législation sera responsable de la conservation des archives de tous les documents ou annexes publiés dans le Journal Officiel.
8. Les lois ou annexes publiées au Journal Officiel seront affichées sur le panneau officiel d'affichage du Gouvernement pendant une période qui ne sera pas inférieure d'une semaine à partir de la date de leur publication au Journal Officiel.

Procedure.

6. *The Committee may determine its own procedure.*

Travelling costs.

7. *The Committee shall, out of public funds, meet the costs necessarily incurred by members in travelling to and from its meetings.*

Recommendation of Fund.

8. *Subject to rule 9, the Committee shall recommend to the Minister how the funds in the Local Government Grants Fund are to be distributed.*

Distribution of Fund.

9. *The Funds in the Local Government Grants Fund shall be distributed as follows:-*

(i) Seven tenths of the Fund shall be allocated to each Community Council and Municipal Council in that proportion which the number of voters in each council area bears to the number of voters in all Community and Municipal Council areas so that however a coefficient is applied to take into account the exceptional changes faced by the Port Vila and Luganville Municipal Councils.

(ii) Two tenths of the Fund shall be allocated between Municipal and Community Council in that proportion which the average revenue raised per elector in each council area bears to the total of the average revenue raised per elector in all Municipal and Community Council areas.

(iii) One tenth at the discretion of the Committee.

Short title and

10. *These Rules may be cited as the Local Government Grants Fund Committee Rules and shall come into operation on the date of their publication in the New Hebrides Government Gazette.*

commencement.

MADE at Vila the 21st day of May 1979

Minister of Public Administration

Chief Minister

G. KALCOA

G. LEYMANG

New Hebrides of National Unity

Chief Minister

Standing Order No. 2 of 1979

THE NEW HEBRIDES GAZETTE

1. *The New Hebrides Gazette ("The Gazette") shall be published on behalf of the Government by the Legislation Office.*
2. *(1) The Legislation Office shall be responsible for the publication, by means of the Gazette, or supplements thereto, of all laws and other matters that are required to be brought to the attention of the public.*

9. Cette Instruction prendra effet à partir du 1er Juin 1979 et sera publiée au Journal Officiel.

Port-Vila, le 30 Avril 1979

Premier Ministre

G. LEYMANG

**Municipalité
de
Port Vila**

ARRÊTE N° 1/79

Le Maire,

VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1975
VU l'Arrêté Conjoint N° 31 de 1975

VU l'Arrêté Municipal N° 3 de 1976

VU l'accord du Conseil Municipal en sa séance du 15 Mai 1979.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - Il est ajouté à l'Article 1 de l'Arrêté Municipal N° 3 de 1976 un deuxième paragraphe ainsi rédigé :

"Toutefois le stockage des véhicules ou parties de véhicules hors d'usage sera toléré sur les terrains dont le propriétaire ou l'occupant exerce le métier de garagiste aux conditions suivantes :

- a) que le terrain en question soit agréé par la Municipalité pour cet usage.
- b) que l'intéressé ait payé la patente afférente à cette profession pour l'année en cours,
- c) que ces stocks soient rendus invisibles au public circulant sur le domaine public par l'érection d'une clôture d'une hauteur et d'une opacité suffisantes.
- d) que ces stocks soient maintenus dans un état tel qu'ils ne constituent pas un milieu favorable à la prolifération des mauvaises herbes et de la vermine, un contrôle périodique étant effectué par un agent municipal.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel du Gouvernement, affiché et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 15 Mai 1979.

Le Maire

R. DELAVEUVE.

**Municipalité
de
Port Vila**

ARRÊTE N° 2/79

Le Maire,

VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1975

(2) The Gazette shall henceforth be published in a roneod form whenever necessary.

3. Matters required to be published either in the Gazette or as supplements thereto shall be :

(a) resolutions of the Representative Assembly enacted by Joint Regulations,

(b) enactments and other matters of the High Commissioners and Resident Commissioners

(c) enactments of the New Hebrides Government and of Local Government bodies, and such other things as the New Hebrides Government may wish to bring to the attention of the public.

4. Matters required to be published shall be forwarded to the Legislation Office in four copies, two in English, two in French.

5. The Chief Minister and the Minister of Finance shall approve those bodies or persons who may receive the Gazette without charge.

6. Subscription rates and the sale price of individual issues or supplements shall be determined annually by the Minister of Finance.

7. The Legislation Office shall be responsible for maintaining archives for all official matters published in the Gazette or as supplements thereto.

8. Laws published in the Gazette or as supplements thereto shall be displayed on the Government notice board not less than one week following the date of their publication in the Gazette.

9. This Standing Order shall take effect from 1 June 1979 and shall be published in the Gazette.

Port-Vila, 30 April 1979

G. LEYMANG
Chief Minister

**Municipality
of
Port Vila**

By - Law No. 1/79

MADE by the Mayor of Port Vila under the provisions of Joint Regulation No. 1 of 1975, Joint Rules No. 31 of 1975 and Municipal By-law No. 3 of 1976 following the approval of the Municipal Council at its meeting on 15th May 1979.

1. There shall be added to Section 1 of Municipal By-Law No. 3 of 1976 a second paragraph to read as follows :

However the storage of unroadworthy vehicles or parts of unroadworthy vehicles shall be permitted subject to the following conditions on properties of which the owners or occupants operate motors vehicles workshops :

a) that the land in question shall be approved for that use by the Municipality,

b) that the person concerned shall have paid the appropriate business licence for the current year,

VU l'Arrêté Conjoint N° 25 de 1976

VU le Règlement Conjoint N° 29 de 1977

VU l'accord du Conseil Municipal en sa séance du 15 Mai 1979

ARRETE :

ARTICLE 1 - L'Article 4 de l'Arrêté Municipal N° 3 de 1977 organisant des transports en commun urbain est annulé et remplacé par l'Article 4 nouveau suivant :

"ARTICLE 4 - Il est interdit à toute personne physique ou morale d'effectuer le transport en commun des personnes à l'intérieur du périmètre urbain de Port-Vila selon des itinéraires réguliers qu'il s'agisse ou non des lignes officiellement créées à l'Article 1 du présent Arrêté, sans avoir au préalable obtenu l'agrément écrit de la Municipalité. L'infraction au présent article sera caractérisée par le seul fait de s'arrêter pour embarquer ou débarquer des passagers à un ou plusieurs des arrêts officiels créés par l'Article 3 ci-dessus ou à d'autres points fixés sur des itinéraires réguliers".

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel du Gouvernement affiché et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 15 Mai 1979

Le Maire.

R. DELAVEUVE.

**Gouvernement d'Unité Nationale
des
Nouvelles Hébrides**

NOMINATION A LA FONCTION PUBLIQUE

- M.R. VEYRENT, en fin de séjour, a été remplacé au poste de Délégué pour les Iles du Nord par M. J.P. ROYANNEZ.

- M. J.P. ROYANNEZ, affecté aux Iles du Nord a été remplacé par M. J.L. BARNOUD au poste de Directeur du Cabinet du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

A V I S

Par Décision N° 12 du 10 Avril 1979, Monsieur G. MILNE est habilité à constater les infractions à la réglementation municipale en matière d'urbanisme et d'assainissement et à en dresser procès-verbal.

Port-Vila, le 25 Avril 1979

p. le Maire,
Le Secrétaire Général

R. COLARDEAU

c) that any vehicles or parts of vehicles stored shall be rendered invisible to members of the public travelling on the public way by the erection of a barrier of sufficient height and opacity,

d) that any vehicles or parts thereof shall be stored in such a way as not to provide favorable conditions for the growth of weeds or the breeding of vermin, this condition being subject to periodical inspection by municipal agents.

2. This By-Law shall come into force on the date of publication in the Government Gazette.

Port Vila, the 15th May 1979.

The Mayor

R. DELAVEUVE.

**Municipality
of
Port Vila**

By - Law No. 2/79

MADE by the Mayor of Port Vila under the provisions of Joint Regulation No. 1 of 1975, Joint Rules No. 25 of 1976 and Joint Regulation No. 29 of 1977 following the approval of the Municipal Council at its meeting on 15th May 1979.

1. Section 4 of Municipal By-Law No. 3 of 1977 for the organisation of public urban transport is repealed and replaced by a new section 4 as follows :

"SECTION 4 - It shall be forbidden to any natural person or body corporate to provide public passenger transport inside the Municipal boundary of Port Vila on regular itineraries whether or not without having first obtained the written agreement of the Municipality. It shall be an offence under this section to embark or disembark passengers at an official stop created by Section 3 or at other fixed points on regular itineraries".

2. This By-Law shall come into force on the date of publication in the Government Gazette.

Port Vila, the 15th May 1979

The Mayor,

R. DELAVEUVE.

PUBLIC SERVICE APPOINTMENTS

- Upon completion of his tour, Mr. R. VEYRENT has been replaced by Mr. J.P. ROYANNEZ as Government Agent for the Northern District.

- Mr. J.P. ROYANNEZ, posted to the Northern District, has been replaced by Mr. J.L. BARNOUD as First Secretary, Ministry of Trade, Industry and Tourism.

AVIS

Conformément aux dispositions de l'Article 15 de l'Arrêté Conjoint N° 3 de 1930, le Conservateur de la Propriété Foncière aux Nouvelles-Hébrides informe le public que, à la suite d'une déclaration de perte faite le 17 Mai 1979 par Stefana Fisiipeau de CILLIA, le duplicata du titre N° 1934 est annulé ce jour et n'a plus aucune valeur.

Port-Vila le 22 mai 1979

G. TRIPIER

Port Vila Municipality

NOTICE

Pursuant to Decision No. 12 of 10 April 1979, Mr. G. MILNE is empowered to report breaches of Municipal town planning and public Health Rules.

Port-Vila, 25 April 1979.

NOTICE

Pursuant to the provisions of Article 15 of Joint Rules No 3 of 1930, the Registrar of Land Titles in the New Hebrides gives notice that, after a declaration of loss made on 17th may 1979 by Stefana Fisiipeau de CILLIA, certificate of title No. 1 934 is cancelled today and is not longer valid.

Port Vila, 22nd May 1979

G. TRIPIER